



FENÊTRE SUR L'AGRICULTURE

Les séminaires débats des acteurs sénégalais



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Représentation au Sénégal | 18 mars 2014

« PRATIQUES AGRO-ÉCOLOGIQUES ET SEMENCES DURABLES »

Compte rendu de la 3^{ème} édition « Fenêtre sur l'Agriculture »

La FAO et l'IPAR (Initiative Prospective Agricole et Rurale) ont organisé le mardi 18 Mars 2014, à l'Hôtel Mamoune à Dakar, la troisième édition du cycle de débats intitulé « *Fenêtre sur l'agriculture* ». Réunissant des acteurs du monde agricole et de divers horizons, ces séminaires offrent un cadre de réflexion privilégié pour le développement durable de l'agriculture et de la sécurité alimentaire au Sénégal. Cette fenêtre a été organisée à la suite de l'atelier¹ sur « *l'utilisation durable des semences paysannes et des droits des agriculteurs dans le cadre du traité international sur les ressources phyto-génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA)* »² dont les recommandations ont été communiquées à l'assemblée présente.

Quatre temps ont rythmé la rencontre : l'introduction de la fenêtre; l'intervention des panélistes sur les pratiques agro écologiques et l'utilisation durable des semences paysannes; les discussions et échanges; puis enfin la synthèse et clôture de l'évènement.

I. OUVERTURE

Mr. Vincent Martin, Représentant de la FAO au Sénégal, a souhaité la bienvenue aux 60 participants qui ont rejoint l'atelier. Il a rappelé que ces fenêtres ont pour objectif de créer un espace de dialogue et d'échanges sur des problématiques spécifiques à la sécurité alimentaire. Mr le Représentant a souligné le soutien de la FAO à des politiques de développement agricole visant à « *produire plus avec moins* » montrant ainsi la pertinence de telles thématiques que sont l'agro écologie et les semences durables. Ce modèle

promeut la mise en place d'une agriculture productive qui conserve et améliore les ressources naturelles. Il utilise une approche basée sur l'écosystème qui tire parti des contributions de la nature pour renforcer la croissance des cultures – la matière organique des sols, la régulation des débits d'eau, la pollinisation et la prédation naturelles des ravageurs – et qui applique les intrants externes appropriés au bon moment et en quantité adéquate. Les éléments clés de ce modèle – utilisation plus efficace des ressources, moindre utilisation des combustibles fossiles, et réduction de la dégradation directe de l'environnement – permettent aux agriculteurs de faire des économies et endiguent les effets adverses dus à l'usage abusif d'intrants spécifiques. Le maître-mot est qu'il tire parti des services éco-systémiques pour l'agriculture.

L'objectif réitéré de ces fenêtres tient en la capitalisation des enseignements issus des expériences des panélistes et des participants pour les intégrer dans les initiatives et projets de la FAO.

Le représentant de l'IPAR, **Mr. Alain Mbaye**, a quant à lui expliqué la mission première de cette plateforme de recherche et de dialogue sur le développement agricole qu'est l'IPAR : permettre d'ouvrir des débats entre les acteurs sur les politiques publiques à l'échelle nationale dans un premier temps, puis ensuite de les étendre au niveau de la sous-région.

¹ Co-organisé par l'ONG ACRAACS, l'ASPSP, SOLIBAM, en collaboration avec COASP-FONGS-AIAB-BEDE et avec le soutien d'OSIWA et de la Commission Européenne.

² Fao, 2009.

Mme Mara Alborghuetti, coordonnatrice de l'ONG italienne ACRA-CCS, s'est réjouie de réunir autour de cette question de l'agro écologie et des semences durables des paysans, des chercheurs, des institutions, des ONG.... Elle a souhaité que des propositions concrètement applicables émergent de ces échanges.

Coordinateur général de l'association montpelliéraine Biodiversité Echange et Diffusion d'Expériences (BEDE) et Modérateur de ce débat, **Mr Bob Brac de la Perrière** a insisté sur la nécessité de développer des passerelles entre les producteurs de semences paysannes européens et ouest-africains. C'est pour lui une priorité de faire valoir les semences paysannes, appelées « *semences de la passion* » au Brésil, puisqu'elles sont librement reproductibles, adaptables à la diversité des contextes locaux et permettent de mieux résister aux changements climatiques.

Enfin, **Mr Lamine Biaye**, Président de l'Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes (ASPSP) s'est félicité de sa première participation à un atelier proposé par la FAO. Il a manifesté sa forte volonté pour la création de partenariats afin de faire reconnaître les semences paysannes.

Dans un deuxième temps, un court diaporama a été projeté reflétant ainsi le succès de la 4^{ème} édition de la foire ouest-africaine des semences paysannes qui s'est tenue du 11 au 13 mars 2014 à Djimini, petit village près de Vélingara dans la région de Kolda au Sénégal. La foire dont le thème est « *Les mils nourrissent l'Afrique : Agissons ensemble pour défendre la souveraineté alimentaire, l'agriculture familiale et semences paysannes.* » a réuni plus de 350 participants soit 54 délégations venant des différentes régions d'Afrique de l'Ouest et du monde entier. Outre les ateliers de partage de la connaissance sur les semences paysannes dans le monde (présence entre autres de délégations de productrices et producteurs de semences paysannes indiens, européens et canadiens) et localement, cette foire a mis l'accent sur les risques de l'appropriation des semences par les droits de propriété industrielle et la question de la mise en œuvre des droits des agriculteurs consignés dans le TIRPAA (article 9). En effet, ce traité international prône l'utilisation durable des ressources génétiques des plantes cultivées reconnaissant le rôle des petits exploitants familiaux dans la conservation et la multiplication de semences saines des variétés locales à la ferme.

II. INTERVENTION DES PANÉLISTES

Trois panélistes : Madame la **professeur Jeanne Zoundjhekon** du laboratoire de génétique et des biotechnologies, de la faculté des sciences et techniques (FAST), de l'Université d'Abomey-Calavi (République du Bénin); **Mr. Barka Dieng** formateur à la FAO du projet régional GIPD et le Coordinateur de l'ASPSP, **Mr. Alihou Ndiaye** ont animé la réflexion autour de la problématique :

Dans quelles mesures les pratiques agro écologiques permettent-elles de tendre vers une sécurité semencière dans le contexte ouest-africain ?

La première panéliste a introduit son exposé en disant que la première révolution verte (dans les années 1970), fondée principalement sur l'intensification et l'utilisation de variétés de céréales à hauts potentiels de rendements, avait échoué en Afrique. Une deuxième tentative est menée depuis 2006 avec l'alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) sous l'autorité de Kofi Annan. Si la révolution verte a pour ligne de mire la sécurité alimentaire, Madame la professeur recommande néanmoins l'agro écologie puisqu'il s'agit d'une pratique multiséculaire qui respecte l'environnement, préserve l'écosystème et garantit la santé pour les consommateurs, les producteurs et les populations qui partagent le milieu de vie. Compte tenu de la diversité des acteurs, l'agro écologie est perçue de façon plurielle: une agriculture paysanne et familiale sans intrants chimiques et sans mécanisation, l'agroforesterie et la reforestation, un substitut aux OGM, l'agriculture biologique...etc. L'intervenante nous a présenté les travaux de différents laboratoires de génétique écologiques ouest-africains qui axent leurs recherches sur la diversité des semences endogènes (igname, sorgho, mil, fonio...etc.). Des mécanismes participatifs doivent être mis en place pour une agro écologie intégrée à la vie socio-économique et culturelle des pays africains. L'agriculture familiale, mise à l'honneur cette année par l'ONU avec l'année internationale de l'agriculture familiale (AIAF), domine à 70% en Afrique de l'Ouest et mérite d'être soutenue. En effet, la crise alimentaire de 2008 a sévi dans de nombreux pays à cause d'un manque d'appui aux exploitations familiales. Si le Bénin a été épargné de ces émeutes de la faim c'est en parti en raison de son programme d'urgence d'appui à la sécurité alimentaire (PUASA) enclenché en janvier 2008. Le projet béninois agro écologique «Jinukun» a été initié dans ce contexte de crise. Celui-

ci vise la promotion des agricultures familiales moins destructrices des ressources biologiques et qui anticipent mieux les risques liés aux changements climatiques (Les inondations qu'a connues le Bénin ces dernières années par exemple). En outre, la **Pr. Zoundjhekon** a attiré l'attention sur le fait que les paysans ouest-africains sont en général réticents à l'usage d'intrants chimiques pour la culture des produits vivriers. Ainsi, le contexte social de l'Afrique de l'Ouest est favorable au retour de l'agro-écologie. Pour illustrer son propos, elle cite l'exemple au Bénin de l'Association des Femmes Vaillantes et Actives de Banikoara qui ont délaissé la culture du coton conventionnel pour le coton biologique auquel est associé un élevage de bovins pour disposer de l'engrais organique.

Pour sa part, **Mr Barka Dieng** a partagé l'expérience de la FAO sur la gestion intégrée de la production et des prédateurs (GIPD) à travers les champs écoles paysans (CEP). La démarche « *GIPD* » est basée sur quatre principes :

- Faire des observations régulières dans son champ et une analyse de l'agro écosystème
- Préserver les ennemis naturels
- Produire une culture saine
- Faire de l'agriculteur un expert dans son propre champ.

La démarche consiste à comparer deux parcelles de cultures conduites selon deux pratiques. La comparaison est faite à travers l'analyse de l'agro écosystème (AAES) pratiquée sur les deux parcelles. Chaque groupe affecté à une parcelle exploite les résultats de l'AAES, les présente en plénière et l'assemblée des producteurs tire les enseignements et les recommandations pour la conduite des cultures. Ainsi, les décisions sont prises en connaissance de causes.

Le champ école est animé par un formateur appelé « *facilitateur* » et regroupe 25 producteurs.

L'approche est participative et inclusive et contribue à l'intensification durable. L'utilisation de semences de qualité (certifiées), la connaissance des risques liés à l'utilisation des pesticides chimiques, la bonne gestion de l'eau, des sols et des ravageurs impactent positivement sur l'amélioration de la productivité et entraînent comme effets : l'augmentation de rendement et la réduction de l'utilisation des pesticides. Une définition claire des rôles et responsabilité des femmes, l'amélioration de leurs connaissances techniques et de leur parti-

icipation au fonctionnement des OP participent à l'intégration de la dimension genre dans les CEP.

Les OP partenaires sont accompagnées par la FAO durant tout le processus de production de semences certifiées (information, sensibilisation sur la législation, formation, suivi de la production, certification etc.). Dans le cadre du renforcement organisationnel, la constitution des fonds de roulement permet aux groupements bénéficiaires d'être plus autonomes dans la recherche de partenariat et/ ou de crédits de campagne.

Ainsi, la mise en place de CEP/GIPD est une activité qui aide l'agriculteur à explorer, tester, adapter et adopter les bonnes pratiques. Enfin, si cette approche reste encore pour certains « *l'antichambre de l'agro-écologie* » quoique reposant sur l'utilisation de semences certifiées, **Mr. Martin** a réaffirmé son souhait de tendre vers un assainissement de ces pratiques. A ce titre, la FAO Sénégal se réjouit du lancement récent de son projet « *Promotion d'une agriculture saine et durable* ».

Le troisième panéliste, **Mr. Alihou Ndiaye**, coordinateur de l'ASPSP et Point Focal du Comité Ouest Africain des Semences Paysannes (CAOSP) a mis en exergue les « *Recommandations de la 4^{ème} foire ouest-africaines des semences paysannes* ». Celles-ci plaident pour soutenir les communautés paysannes qui disposent d'innombrables variétés de semences reproductibles et adaptées pour toutes les espèces végétales de leurs systèmes agricoles et alimentaires. La déclaration de Djimini déplore le manque de consultation des communautés paysannes dans la définition des lois, programmes d'actions et de recherches relatifs aux semences. En effet, elle constate que les semences dites améliorées sont promues tandis qu'elles mènent à la dépendance car elles sont inadaptées et qu'elles sont protégées par des droits de propriétés intellectuelles. Or, les communautés paysannes développent et organisent des réseaux autogérés, dynamiques et avec un fort ancrage à la base : la condition sine qua non pour tendre vers une souveraineté semencière et par extension alimentaire. Compte tenu du patrimoine semencier paysan et de la durabilité des systèmes agricoles des communautés paysannes, le panéliste interpelle les services publics du Sénégal, de l'Afrique et du monde entier à promouvoir l'agriculture familiale car elle seule assure la diversité, le renforcement de l'autonomisation des communautés paysannes, de la restauration des écosystèmes et de la fertilité des sols.

III. DISCUSSION ET ÉCHANGES

La diversité d'acteurs présents et les panélistes ont eu des échanges très intéressants sur les thèmes abordés et notamment sur :

1. Favoriser l'agro écologie en Afrique de l'Ouest

Des recommandations d'actions ont été proposées :

1. Pacifier les débats autour des semences paysannes afin que les différents acteurs puissent s'exprimer et générer des discussions fructueuses autour de cette problématique
2. Mettre en place des actions de recherche participative collaborative excluant toute forme de propriété intellectuelle et répondant aux demandes des paysans et les impliquer à tous les niveaux
3. Associer les paysans dans le processus de décision et de mise en œuvre des actes relatifs à l'agriculture
4. Appuyer les initiatives des réseaux d'organisation de productrices et de producteurs des semences paysannes de variétés locales et les activités de valorisation en mettant l'accent sur leur autonomie technique et de décisions
5. Prendre en compte les articles 5, 6 et 9 du TIRPAA dans les législations et les politiques nationales
6. Augmenter le financement public de la recherche en agro écologie, en agriculture paysanne, en agriculture familiale et pour les semences locales.
7. Demander à la communauté des partenaires des organisations paysannes de prendre en compte l'articulation nécessaire de la conservation de la diversité des variétés locales sur les principes de la souveraineté alimentaire.
8. Accentuer l'importance de la formation des jeunes et notamment dans des fermes agro écologiques (exemple de la ferme agro écologique de Kaydara dans l'arrondissement de Fimela)

2. Vers une amélioration de l'approche GIPD

Des préconisations d'actions ont été formulées pour enrichir cette approche :

1. L'introduction des semences paysannes et des modes de production agro écologiques dans les CEP
2. Un rapprochement entre la FAO et la recherche universitaire
3. Inviter la FAO à soutenir l'ASPSP, le COASP et les initiatives similaires dans leurs efforts de conservation et d'amélioration de la biodiversité

IV. CLÔTURE

Faisant la synthèse de cette troisième édition des Fenêtres, le représentant de la FAO a relevé la richesse des échanges en ciblant quelques points clés : la définition plurielle de l'agro écologie, la nécessité de renforcer davantage la collaboration entre la FAO et les acteurs dont les chercheurs, la mise en œuvre de la GIPD/CEP, démarche participative basée sur la pratique, et l'intensification durable. Il a incité l'assemblée présente à devenir « *les ambassadeurs de ces bonnes pratiques* ». Dans cette optique, la Représentation de la FAO au Sénégal va intégrer les recommandations de l'atelier et les relayer au Bureau Régional pour l'Afrique et au Siège de la FAO. Il a rappelé que la FAO accompagne les acteurs dans le cadre de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale 2014 pour la valorisation des exploitations familiales et que des activités sont mises en œuvre au Sénégal durant toute cette année.

Enfin, pour clore l'atelier hôte de cette fenêtre, la représentante d'ACRA-CCS a demandé une plus grande coordination des interventions. Selon elle, l'atteinte de la sécurité alimentaire passe forcément par des politiques agricoles qui placent la biodiversité au cœur de leurs priorités.

Tous les participants ont été remerciés et invités à participer à la prochaine fenêtre qui aura lieu d'ici deux mois.



Représentation
au Sénégal

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAO Représentation au Sénégal
15, rue Calmette x rue Amadou Assane Ndoye | BP N° 3300 | Dakar, Sénégal
Tél. : (+221) 33 889 16 66 | Fax : (+221) 33 889 16 70 | E-mail : FAO-SN@fao.org

www.fao.org